



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 25 octobre 2016

Accident ferroviaire au Cameroun : SUD-Rail est solidaire

La fédération SUD-Rail tient à témoigner sa solidarité et sa peine envers les victimes, et leurs familles, de la catastrophe ferroviaire de la compagnie CAMRAIL, entre Yaoundé et Douala.

Au-delà de l'émotion que cette terrible catastrophe provoque, notre fédération se pose plusieurs questions sur la responsabilité de CAMRAIL, filiale du groupe Bolloré. Sans anticiper sur l'enquête technique en cours, il semble que l'absence de gestion de la forte affluence et la vétusté du réseau pourraient, au moins en partie, expliquer cette catastrophe.

CAMRAIL majoritairement détenu par le groupe Bolloré (74% du groupe) est né de la privatisation des chemins de Fer camerounais en 1999. Son contrat de concession court jusqu'en 2034. Pour l'instant, CAMRAIL n'a absolument pas modernisé le réseau, se contentant d'importer des locomotives d'Amérique du Nord, de repeindre les voitures et wagons et de supprimer des dessertes. Les usagers, eux, ont connu une augmentation des tarifs sans précédent.

Le réseau est non seulement extrêmement vétuste, mais il est de plus très éloigné des standards modernes notamment en ce qui concerne l'écartement des voies. L'étroitesse des voies n'a sans doute pas favorisé la stabilité du convoi.

Aujourd'hui, la compagnie promet de mettre en œuvre « tous les moyens nécessaires (...) afin de prendre en charge les personnes blessées et d'assurer un soutien aux familles touchées par ce drame ». Mais qu'a-t-elle fait avant le drame, pour sécuriser le réseau ferré camerounais ?

La fédération SUD-Rail et l'ensemble des travailleurs du rail que nous représentons sont confrontés aux mêmes stratégies économiques de rationalisation mortifères. Que ce soit au Cameroun ou à Brétigny, les causes sont les mêmes. Une nouvelle fois, lors de son dernier congrès notre Fédération a pu mesurer, à travers les différentes interventions des délégations internationales, dont notamment celles d'Afrique, l'absolue nécessité de continuer à renforcer la coopération syndicale internationale pour lutter contre ces dérives.